

**RESOLUTIONS DES ASSEMBLEES GENERALES
ORDINAIRE ET SPECIALE
DES ACTIONNAIRES DU 29 AVRIL 2021**

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Approbation du rapport de rémunération

1. L'assemblée approuve le rapport de rémunération concernant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2020.

Cette résolution est adoptée avec 115.404.408 votes pour, 26.205.110 votes contre et 703.617 abstentions.

Approbation des comptes statutaires de la Société relatifs à l'exercice social arrêté au 31 décembre 2020 et de la proposition d'affectation du résultat

2. L'assemblée approuve les comptes statutaires de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2020 présentant un bénéfice d'EUR 86.475.546,59.

Tenant compte :

(1) du bénéfice de l'exercice 2020 :	EUR 86.475.546,59
(2) du bénéfice reporté de l'exercice précédent :	EUR 471.861.690,64
(3) des dotations et des reprises imputées à la réserve indisponible pour actions propres suite aux mouvements en 2020 :	EUR -24.219.750,71
(4) de l'acompte sur dividende payé en août 2020 :	EUR -60.146.047,50
le résultat à affecter s'élève à	EUR 473.971.439,02

L'assemblée approuve l'affectation proposée du résultat - y compris le paiement d'un dividende brut d'EUR 0,75 par action. Compte tenu de l'acompte sur dividende brut de 0,25 EUR par action versé en août 2020, le solde du dividende pour un montant brut d'EUR 0,50 par action sera mis en paiement le mercredi 5 mai 2021. Les actions détenues par Umicore elle-même ne donnent pas droit à un dividende.

Il est dès lors proposé d'affecter le résultat de la manière suivante :

- bénéfice à affecter	EUR 473.971.439,02
- distribution d'un solde de dividende brut par action de EUR 0,50, à savoir : EUR 0,50 x 240.497.555(*) (**)	EUR -120.248.777,50
- report à nouveau du bénéfice restant à affecter, soit	EUR 353.722.661,52

(*) soit 246.400.000 actions représentant la totalité du capital, moins 5.902.445 actions propres détenues ce jour par Umicore.

(**) Le montant réel du dividende brut (et, par conséquence, le montant du solde) par action pourrait fluctuer en fonction des variations possibles du nombre d'actions propres détenues par la société entre aujourd'hui et demain (le vendredi 30 avril 2021) à la clôture d'Euronext Bruxelles.

Cette résolution est adoptée avec 140.203.019 votes pour, 1.999.911 votes contre et 108.205 abstentions.

Approbation de l'octroi d'une prime bénéficiaire aux salariés d'Umicore en Belgique

- 3 L'assemblée générale approuve, conformément à l'article 11/6 de la loi du 22 mai 2001 relative à la participation des travailleurs au capital des sociétés et à l'établissement d'une prime bénéficiaire pour les travailleurs, telle que modifiée par la loi-programme du 25 décembre 2017, l'octroi d'une prime bénéficiaire identique d'EUR 500 bruts à tou(te)s les salariés (en ce compris les travailleurs intérimaires) en service en Belgique chez Umicore et ses filiales belges (« Umicore Belgique ») depuis au moins 3 mois au 31 décembre 2020.

La prime bénéficiaire sera octroyée sur une base pro rata temporis en fonction des prestations de travail effectives au cours de l'exercice 2020 écoulé. Pour les prestations de travail à temps partiel, ainsi que pour les employés qui ont rejoint Umicore Belgique au cours de l'exercice écoulé et en cas de suspension volontaire ou involontaire du contrat de travail au cours de la période de l'exercice écoulé, aucun prorata ne sera toutefois appliqué.

Les salariés suivants d'Umicore Belgique ne percevront pas de prime bénéficiaire: (i) les salariés dont le contrat de travail a été suspendu pendant tout l'exercice 2020 en raison d'une incapacité de travail et qui, au cours du même exercice, n'avaient pas droit au salaire légalement garanti, (ii) les salariés dont le contrat de travail a été suspendu pendant tout l'exercice 2020 en raison d'un crédit-temps, (iii) les salariés dont le contrat de travail a pris fin au cours de l'exercice 2020 en raison d'un licenciement

pour un motif grave imputable au salarié, et (iv) les salariés dont le contrat de travail a pris fin au cours de l'exercice 2020 en raison de la démission du salarié lui-même, sauf si le salarié a démissionné en vue de prendre sa pension légale ou sa retraite anticipée.

Cette résolution est adoptée avec 142.310.960 votes pour, 75 votes contre et 100 abstentions.

Décharge aux membres du conseil de surveillance et au commissaire

- 4 L'assemblée donne décharge entière à chacun des membres du conseil de surveillance pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2020.

Cette résolution est adoptée avec 138.321.873 votes pour, 1.978.137 votes contre et 2.011.125 abstentions.

- 5 L'assemblée donne décharge entière au commissaire pour l'exercice de son mandat au cours de l'exercice social clôturé au 31 décembre 2020.

Cette résolution est adoptée avec 138.766.517 votes pour, 1.705.960 votes contre et 1.838.658 abstentions.

Composition du conseil de surveillance et fixation des émoluments

- 6 L'assemblée générale réélit Monsieur Thomas Leysen en qualité de membre du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2024.

Cette résolution est adoptée avec 120.212.566 votes pour, 19.717.783 votes contre et 2.380.786 abstentions.

- 7 L'assemblée générale réélit Monsieur Koenraad Debackere en qualité de membre indépendant du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2024. Les critères d'indépendance retenus sont ceux de l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020.

Cette résolution est adoptée avec 136.218.304 votes pour, 5.889.409 votes contre et 203.422 abstentions.

- 8 L'assemblée générale réélit Monsieur Mark Garrett en qualité de membre indépendant du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2024. Les critères d'indépendance retenus sont ceux de l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020.

Cette résolution est adoptée avec 123.266.323 votes pour, 18.840.818 votes contre et 203.994 abstentions.

- 9 L'assemblée générale réélit Monsieur Eric Meurice en qualité de membre indépendant du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2024. Les critères d'indépendance retenus sont ceux de l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020.

Cette résolution est adoptée avec 123.607.535 votes pour, 18.500.178 votes contre et 203.422 abstentions.

- 10 L'assemblée générale élit Madame Birgit Behrendt en qualité de membre indépendant du conseil de surveillance pour un terme de trois ans, arrivant à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2024. Les critères d'indépendance retenus sont ceux de l'article 3.5 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020.

Cette résolution est adoptée avec 142.075.179 votes pour, 31.962 votes contre et 203.994 abstentions.

- 11 L'assemblée décide de fixer comme suit la rémunération du conseil de surveillance pour l'exercice 2021:

- au niveau du conseil de surveillance : (1) émoluments fixes d'EUR 60.000 pour le président et d'EUR 27.000 pour chaque autre membre, (2) jetons de présence par réunion de : (a) EUR 5.000 pour le président, (b) EUR 2.500 pour chaque autre membre résidant en Belgique et (c) EUR 3.500 (en cas de présence physique) ou EUR 2.500 (en cas de participation par voie de téléconférence ou conférence vidéo) pour chaque autre membre résidant à l'étranger, et (3), à

titre d'émoluments fixes supplémentaires, octroi de 2.000 actions Umicore au président et de 1.000 actions Umicore à chaque autre membre, lesquelles actions devront être conservées au moins un an après que le membre concerné ait quitté le conseil de surveillance et au moins trois ans après leur attribution en application de l'article 7.6 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020 ,

- au niveau du comité d'audit : (1) émoluments fixes d'EUR 10.000 pour le président du comité et d'EUR 5.000 pour chaque autre membre, et (2) jetons de présence par réunion de : (a) EUR 5.000 (règle générale) ou EUR 6.000 (à condition que la personne concernée assiste physiquement à la réunion et uniquement pour les réunions du comité qui ne sont pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance - cette règle n'est en toute hypothèse qu'applicable si le président réside à l'étranger) pour le président du comité, et (b) EUR 3.000 (règle générale) pour chaque autre membre ou EUR 4.000 (à condition que la personne concernée assiste physiquement à la réunion et uniquement pour les réunions du comité qui ne sont pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance) pour chaque autre membre résidant à l'étranger ;
- au niveau du comité de nomination et de rémunération : jetons de présence par réunion de (1) EUR 5.000 pour le président du comité, et (2) EUR 3.000 (règle générale) pour chaque autre membre ou EUR 4.000 (à condition que la personne concernée assiste physiquement à la réunion et uniquement pour les réunions du comité qui ne sont pas combinées avec une réunion du conseil de surveillance) pour chaque autre membre résidant à l'étranger.

Cette résolution est adoptée avec 141.376.267 votes pour, 693.719 votes contre et 241.149 abstentions.

Election d'un nouveau commissaire et fixation de sa rémunération

- 12 L'assemblée décide, sur proposition du conseil de surveillance, agissant sur recommandation du comité d'audit et présentation du conseil d'entreprise, l'assemblée décide de nommer EY Réviseurs d'entreprises SRL, ayant son siège social à 1831 Diegem, De Kleetlaan 2, pour une durée de trois ans jusqu'à et y compris l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2024. Le commissaire est chargé du contrôle des comptes annuels statutaires et consolidés. Pour l'information de l'assemblée générale des actionnaires, il est précisé que le commissaire sera représenté par Marnix Van Dooren & C° SRL, représentée par Monsieur Marnix Van Dooren, et par Eef Naessens SRL, représentée par Madame Eef Naessens.

Cette résolution est adoptée avec 141.005.987 votes pour, 1.248.285 votes contre et 56.863 abstentions.

- 13 L'assemblée générale décide de fixer la rémunération annuelle du commissaire pour les exercices allant de 2021 à 2023 à EUR 490.000. Ce montant sera indexé chaque année sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation (indice santé).

Cette résolution est adoptée avec 140.656.382 votes pour, 1.638.653 votes contre et 16.100 abstentions.

ASSEMBLEE GENERALE SPECIALE

Approbation de clauses de changement de contrôle.

1. Conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'assemblée générale approuve la clause 4.3.A(3) du contrat de financement du 10 juin 2020 entre Umicore (en qualité d'emprunteur) et la Banque Européenne d'Investissement (en qualité de prêteur), laquelle disposition donne le droit au prêteur d'annuler la tranche non déboursée du financement et d'exiger le remboursement anticipé du prêt en cours, y compris les intérêts courus et autres montants accumulés et en cours sous le contrat de financement, dans l'hypothèse où un événement de changement de contrôle concernant Umicore surviendrait ou serait susceptible de survenir.

Cette résolution est adoptée avec 130.440.004 votes pour, 7.913.770 votes contre et 3.957.361 abstentions.

2. Conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'assemblée générale approuve la clause 7.2 du contrat de facilité de crédit renouvelable (« revolving facility agreement ») du 11 juin 2020 entre Umicore (en qualité d'emprunteur) et J.P. Morgan AG (en qualité de prêteur), laquelle disposition libère le prêteur de son obligation de financement (sauf dans le cadre de crédits renouvelables) et lui donne le droit, sous certaines conditions, de mettre unilatéralement fin au

financement et de déclarer tous les montants (montant principal, intérêts échus et tous autres montants) liés à cette facilité de crédit immédiatement exigibles et payables, dans l'hypothèse où une personne ou un groupe de personnes agissant de concert acquerrai(en)t le contrôle sur Umicore.

Cette résolution est adoptée avec 130.436.364 votes pour, 7.913.770 votes contre et 3.961.001 abstentions.

3. Conformément à l'article 7:151 du Code des sociétés et des associations, l'assemblée générale approuve toutes les dispositions énoncées dans les modalités et conditions (les « Conditions ») des obligations convertibles émises par la société en date du 15 juin 2020 et arrivant à échéance le 23 juin 2025 (ISIN BE6322623669), qui entreraient en vigueur à la date de survenance d'un événement de changement de contrôle concernant Umicore, y compris, sans s'y limiter, les Conditions 5(b)(x) et 6(d) lesquelles prévoient que si un événement de changement de contrôle survient concernant la société, le prix de conversion des obligations convertibles sera ajusté en proportion du temps écoulé depuis la date de clôture (c'est-à-dire le 23 juin 2020) et que les obligataires pourront exiger le remboursement anticipé de leurs obligations convertibles à leur montant principal, augmenté des intérêts courus et impayés.

Cette résolution est adoptée avec 129.733.461 votes pour, 8.620.313 votes contre et 3.957.361 abstentions.